

DIFFICULTES D'ACCES A L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL DANS LE VILLAGE DE GOUANA COMMUNE RURALE DE KALANBANCORO, AU MALI

KADIDIATOU COULIBLAY

kadidiatoncouliblay202@gmail.com

FOUSSENY CISSOKO

FoussenyCissoko@yahoo.fr

Université des sciences sociales et de gestion de bamako,

faculte d'histoire et de géographie

Résumé

L'accélération de l'urbanisation en Afrique ne s'est pas accompagnée de celle des investissements dans les infrastructures essentielles surtout dans les périphéries des grands centres urbains. Cette situation couplée à l'évolution rapide de la population africaine, avec un pourcentage élevé de jeunes de moins de 15 ans en son sein, ont eu comme conséquence l'augmentation de besoins divers. Les besoins en alimentation, en soins de santé, en logements et en éducation sont les plus cruciaux. La présente recherche, intitulée « difficultés d'accès à l'enseignement fondamental, dans le village de Gouana commune rurale de Kalanbancoro, au Mali » vise à mettre en relief, les difficultés que les autorités scolaires et les habitants rencontrent dans la scolarisation des enfants de moins de 15 ans. La méthodologie adoptée est une combinaison d'approches différentes. Les résultats ont montré que le nombre important d'enfants à Gouana couplé à l'ampleur des installations de populations sont au cœur des problèmes ; la proximité de Bamako fait de Gouana un milieu d'installation continue de populations d'origine diverse ayant un revenu faible. Les salles de classe abritent des effectifs pléthoriques face à l'insuffisance des infrastructures scolaires.

Mots clés : *Installation de population, scolarisation, difficultés, Gouana*

Introduction

Avec 56% de population urbaine, le monde fait face à de nombreux défis liés à l'insuffisance d'infrastructures essentielles pouvant prendre en compte les besoins exprimés. (INED, 2016). Cette croissance de la population s'accompagnant de celle des besoins, sans que des mesures adéquates soient appliquées pour résoudre les problèmes posés, n'épargne pas l'accès à l'éducation. En 1999, 107 millions d'enfants n'avaient pas accès à l'éducation dans le monde et ce chiffre s'élève à 61 millions d'enfants en 2010 (Unesco 2014). L'Afrique connaît une croissance démographique urbaine exponentielle (SENE, 2018), présentant un pourcentage d'urbanisation de 41,25% (MOYA, 2022). Cet

aspect couplé à la jeunesse de la population dont l'âge médian est de 18,57 ans (INED ,2021) pose un problème de satisfaction des besoins exprimés par rapport aux âges concernés. Les enfants à l'âge de fréquenter l'école représentent en moyenne 20 % avec des écarts importants selon les pays : au Niger 63,79% en 2016 ; au Nigeria 63,79% en 2010 et au Mali 64,10% en 1999 (UNESCO, 2018). Les effets de la croissance de la population urbaine sont ressentis par les États car ils restent tous confrontés à « *d'incommensurables problèmes d'aménagement de l'espace, d'équipement, d'emploi* » (SENE, 2018). Parmi ce lot de problèmes, le domaine scolaire occupe une place importante dotant plus que l'éducation est déclarée obligatoire par tous les Etats dans leur constitution (Ayassou, 1993). Pour ce qui est du Mali, les enfants à l'âge de la scolarisation sont estimés à 49,8% sur les 20 ,25 millions d'habitants dénombrés en 2020 (Banque mondiale, 2016). Ce qui dénote d'une population jeune dont la scolarisation demande des investissements spéciaux. En réalité, au regard des niveaux de réalisations, le taux d'accès à l'enseignement fondamental est de 16% pour le premier cycle et 7% pour le second cycle de l'enseignement fondamental (SOTBAR, 2022) ; ce qui laisse de nombreux enfants en dehors du système. Les raisons de cette réalité divergent selon les zones urbaines ou rurales. La région de Koulikoro, abritant la zone d'étude ne fait pas exception, avec une population multipliée par 1,5 depuis 1998, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 4% engendrant de nombreuses difficultés telles que l'accès à l'éducation. Les raisons de cette augmentation démographique sont aussi naturelles que liées à sa proximité avec Bamako. Dans le souci d'analyser ce cas spécifique, nous avons choisi de travailler sur la commune rurale de Kalanban Coro, à travers le village de Gouana, avec le thème : « Difficultés d'accès à l'enseignement fondamental dans le village de Gouana, commune rurale de Kalanban Coro ». La question principale de cette recherche est : Quels sont les problèmes qui entravent l'accès normal à l'enseignement fondamental dans le Village de Gouana ? De cette question découlent trois questions spécifiques, dont :

Quelles sont les caractéristiques des populations installées dans le village de Gouana ?

Quelles sont les difficultés auxquelles les populations sont confrontées dans l'accès à l'enseignement fondamental dans le village de Gouana ?

Quelles sont les stratégies adoptées par les autorités scolaires au niveau fondamental ?

L'objectif principal est de déterminer les problèmes qui entravent l'accès à l'enseignement fondamental. De façon spécifique, il s'agit de :

- appréhender les caractéristiques des populations de Gouana
- identifier les difficultés liées à la scolarisation au niveau fondamental
- identifier les stratégies adoptées par les autorités pour une bonne gestion de l'école à Gouana.

L'hypothèse principale émise est que l'installation continue de population a mis à rude épreuve l'enseignement fondamental. Spécifiquement, nous affirmons que :

- la population installée à Gouana a un revenu faible ce qui agit sur la scolarisation
- les difficultés de scolarisations sont liées à l'insuffisance des écoles publiques dans le village.
- L'acceptation d'effectifs pléthoriques est une solution pour l'offre de formation au fondamental

Pour vérifier ces hypothèses, la méthodologie suivante a été utilisée.

1. Méthodologie

Afin de réaliser cette recherche, différentes étapes méthodologiques se sont suivies. Il s'agit de l'observation, de la réalisation d'une revue bibliographique et de l'organisation d'enquêtes de terrain.

- Observation :

Le choix de ce sujet découle d'un constat portant sur le manque cruel d'infrastructures sociales étatiques de base dans la banlieue de la ville de Bamako. Gouana, un quartier périphérique enregistrant l'installation continue de populations d'origine diverse présente une situation d'insuffisance ou même d'inexistence des infrastructures de tout genre face à une population de plus en plus nombreuse. Dans cet ensemble, l'insuffisance des établissements publics scolaires a retenu notre attention, d'où le choix du présent thème. Les différents passages ont permis de découvrir, par rapport, à l'éducation, le nombre insuffisant d'établissements publics d'enseignement au niveau fondamental, les conditions précaires de travail dans la plupart des établissements privés et l'effectif pléthorique dans les salles de classe. Ce qui nous a permis de

formuler notre hypothèse principale en tissant un lien entre l'évolution de la population scolarisable et l'insuffisance des équipements sociaux de base en général et scolaire en particulier. Après cette observation, pour mieux saisir le problème, une revue de la littérature a été réalisée.

-Revue de la littérature :

Nous avons retenu qu'en dehors de Bamako, toutes les autres localités du pays connaissent des difficultés d'accès aux écoles fondamentales pour diverses raisons (Diarra et al, 2001). Dans ces difficultés d'accès à la formation, les milieux ruraux sont les plus touchés (Wordpress, 2016) ; ce qui est à la base d'une disparité dans l'accès à l'enseignement fondamental entre ville et campagne et entre les deux sexes (Global children Report, 2021). Une collecte sur le terrain a suivi ces étapes afin de disposer de données quantitatives et qualitatives sur la zone d'étude.

-Enquête quantitative : elle a visé les chefs de ménage afin d'obtenir des informations sur les difficultés d'accès des enfants à la formation, notamment les nombres inscrits, les distances parcourues, les âges d'inscription. Un échantillonnage aléatoire à plusieurs degrés a été appliqué. Ainsi, au premier degré, 4 quartiers ont été choisis sur les 6 qui comptent le village. Au deuxième degré, 20 ménages ont fait l'objet d'enquête selon un pas de sondage de 3. Au total, 122 chefs de ménages ont répondu aux questions. Le questionnaire a servi d'outils de collecte. Pour compléter les données quantitatives, une enquête qualitative a été organisée.

-Enquête qualitative : des personnes ressources à travers des élus locaux, des directeurs d'école ou des autorités traditionnelles ont permis de renforcer les données quantitatives. Les échanges ont porté sur la gestion et le fonctionnement des établissements et des effectifs, d'une part et d'autre part sur la nature des écoles du village de Gouana. Les stratégies de gestion ont également été abordées. L'échantillon qualitatif s'élève à 10 responsables selon leur rôle. Tableau 1.

Tableau1 : Présentation de l'échantillon qualitatif

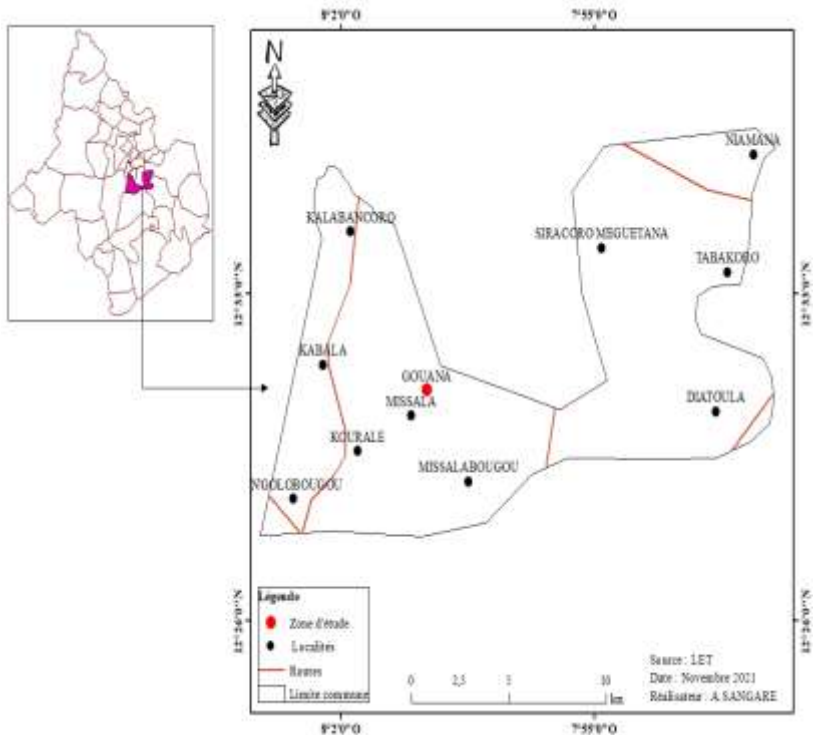
Fonction des personnes	Effectif	Total
Directeur d'école	6	6
Chef de village	1	1
Conseillers traditionnels	3	3
Total	10	10

Source : enquête de terrain, juillet 2021

-La présentation de la zone d'étude

Le village de Gouana serait fondé par des COULIBALY venus de Ségou vers le 19^{ème} siècle. Organisés en quelques familles, ils se sont d'abord installés au bord du fleuve Niger (actuel N'golobougou) avant d'être délocalisés sur le site actuel. Le village de Gouana est situé à 7°99' Ouest et 12°51' Nord, à 15 km au sud de Bamako. Il est rattaché à la commune de Kalaban-coro après la création de celle-là par la loi n°96-059ANRM du 04 Novembre 1996. Le village de Gouana est limité au nord par l'aéroport de Senou, au sud par le quartier de Kabala, à l'Est par le village de Missala et à l'Ouest par Garatiguibougou. La carte 1, ci-dessous le localise. Enclavé dans sa grande majorité, le village compte aujourd'hui plus de 15 000 habitants dont les jeunes continuent la majorité de la population. En raison de sa proximité avec Bamako, il connaît une installation très importante de populations depuis l'an 2000, sans que la réalisation des infrastructures de base suive (Mairie de Gouana, 2021). Au regard des facilités d'accès à la terre qui servait de moyen de travail au départ (agriculture), Gouana a connu une croissance rapide de sa population. La relative jeunesse des populations installées couplée à leur niveau de vie très bas (en raison des types d'activités menées), a contribué à obtenir un taux de fécondité élevé (en moyenne 4 enfants par femme, en moins de 10 ans de mariage) (enquête de terrain, juillet 2021). La carte 1, ci-dessous localise le village de Gouana.

Carte de localisation du village de Gouana



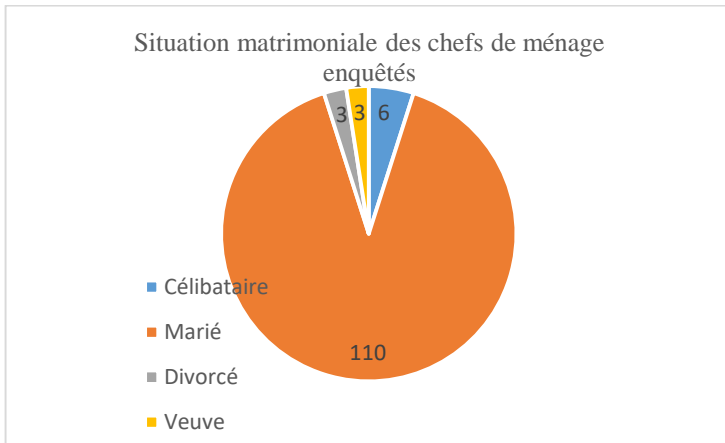
Cette croissance démographique a impacté négativement sur les terres cultivables qui ont changé de vocation, d'une part et d'autre part le niveau faible des investissements en infrastructure de tout genre a mis en souffrance l'offre d'accueil des élèves au cycle fondamental. La seule école publique du village présente des effectifs pléthoriques alors que les parents se plaignent des frais de scolarisation au niveau des établissements privés. La méthodologie appliquée a permis d'avoir des résultats suivants :

2. Résultats

2.1. Des ménages de revenus faibles dans lesquels vivent des effectifs conséquents d'enfants à l'âge de fréquenter l'école.

Les résultats de terrain montrent que plus de 90% des chefs de ménage enquêtés sont mariés (Graphique 1)

Graphique 1 : situation matrimoniale des chefs de ménage enquêtés



Source : enquête de terrain juillet 2021

La lecture des éléments du graphique met en relief la prédominance des mariés. Cette situation dénote de l'importance du mariage dans la société malienne. Sur le plan culturel, le mariage attribue de la considération aux personnes d'un certain âge et confère à leur descendance une notoriété sociale. A cet effet, ils peuvent prendre part à toutes les prises de décisions, impliquant les notables de la communauté. Ainsi, désormais responsables, les mariés gagnent en prestige social et unissent deux clans, au-delà de leurs deux personnes. Par ailleurs, la prise en compte du statut matrimonial dans cette recherche tient du fait que la nuptialité influence la fécondité, en ce sens que la société traditionnelle malienne défend les relations sexuelles avant le mariage et donc ne prend pas en compte les enfants nés hors mariage, vus d'un mauvais œil. Dans ce cadre, la nuptialité est directement mise en rapport avec la dynamique des formations familiales (RGPH, 2009). Le nombre d'enfants est un élément de puissance des formations familiales au regard des normes traditionnelles d'appréciation. Les enfants étant considérés comme « des dons de dieu » (l'adage malien), les familles qui en disposent en nombre suffisant sont les plus heureuses. Ces différentes considérations socio-culturelles sont à la base d'un taux d'accroissement élevé (3,2%), responsables d'un rythme de croissance de la population malienne supérieur à la moyenne africaine qui est estimée à 2,8%. Les

conséquences d'une telle évolution sont perceptibles à travers la jeunesse de la population avec près de 65% en moins de 25 ans, et 47% en moins de 15 ans. Cette extrême jeunesse de la population, associée au seuil de pauvreté de 47%, exercent une pression énorme sur le niveau des investissements, en général et ceux des familles en particulier. Ainsi, le faible niveau des infrastructures surtout scolaires, notamment dans le fondamental laisse 61,5% des 6 ans et plus sans instruction (Zouber, 2022). Ces différentes réalités caractérisent les ménages qui se présentent avec des couples jeunes ayant en moyenne 4 enfants à l'âge de fréquenter (enquête de terrain, 2021).

2.2 Des couples jeunes ayant un revenu faible à cause du type d'activités menées

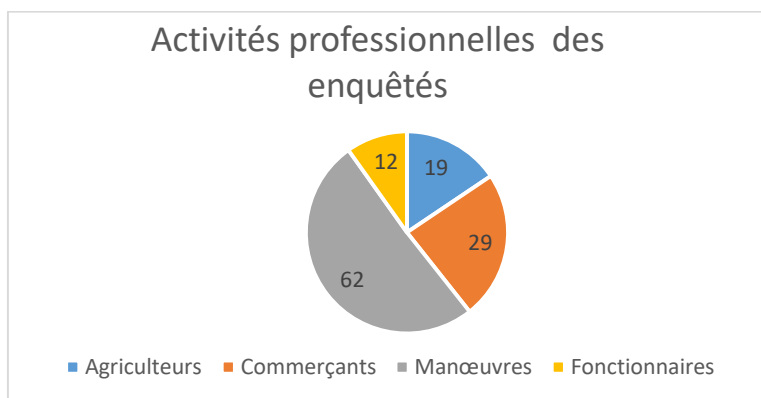
Tableau 2 : Tranche d'âge des chefs de ménage enquêtés

Tranches d'âges	Effectif
15 à 24	08
25 à 34	22
35 à 44	32
45 à 5	31
55 à 64	22
65 et plus	7
Total	122

Source : enquête de terrain, Août 2021

Au regard de ce tableau, la majorité des enquêtés âgée de 35 à 44ans confirme les statistiques nationales qui parlent d'une population malienne majoritairement jeune. La particularité de la population de Gouana est qu'il s'agit d'une population à faible revenus qui pratique des activités journalières à revenu faible comme leur activité économique principale. En tant qu'un village, intégré à Bamako, la facilité d'accès à la terre à attirer les ruraux qui avaient choisi la capitale comme leur destination, dans le cadre d'une migration interne. Avant les années 2001-2002, comme annoncé par un conseiller traditionnel, la terre était échangée contre des noix de cola seulement à Gouana ; ce qui a suscité une ruée de la population à faible revenu et qui avait aussi soif d'être

propriétaire de leur logement. A cet effet, grâce au coût abordable de la terre, 66% de la population sont propriétaires de leur maison, de l'autre côté le coût du loyer est aussi abordable pour satisfaire la population à faible revenu (mairie de Gouana, 2021). Ainsi, Gouana au même titre que d'autres quartiers périphériques a commencé à connaître une forte croissance démographique. Mais malheureusement ces installations de populations n'ont pas été suivies de réalisations d'infrastructures de base, en général et de celles scolaires en particulier. Le graphique 2 présente les types d'activités menés par les chefs de ménage de Gouana.



Graphique 2 : situation professionnelle des enquêtés

Source : enquêtes de terrain juillet 2021

Ces activités journalières n'arrivent pas à subvenir facilement aux besoins des ménages. Confrontées au manque de revenus (à cause des conséquences du Covid 19), ou à la faiblesse des revenus, les populations sont obligées majoritairement d'inscrire leurs enfants dans le seul établissement public du village. Il en découle des effectifs pléthoriques, dans des salles de classe (Photo 1 et 2) qui n'arrivent plus à répondre aux normes scolaires de 35 élèves par classe. Les écoles privées, au nombre de 9, dans le village enregistrent à leur tour des effectifs importants alors que les parents n'arrivent pas à faire face aux paiements. Ainsi, très fréquemment, les promoteurs sont obligés d'expulser les élèves qui ne sont pas à jour financièrement. « *Expulser les enfants qui sont innocents, n'est pas une chose aisée pour nous. Mais nous n'avons pas le choix. Les écoles doivent à*

leur tour faire face aux charges de fonctionnement dont le salaire des enseignants, les frais de location et ceux pour l'eau et l'électricité » (un promoteur d'école privée, juillet, 2021).

2.3. Un village intégré à la capitale qui fait face aux difficultés de scolarisation

Les difficultés qui sont liées à la scolarisation sont entre autres : la difficulté à inscrire ceux qui ont l'âge de fréquenter, la pauvreté des parents d'élèves pour faire face aux frais de scolarité, l'insuffisance des salles de classes et le manque d'implication des autorités publiques.

La scolarisation des enfants au Mali est un enjeu majeur qui est confronté en plus des aspects culturels (manque d'engouement pour la scolarisation des filles), au niveau de revenu des parents ou à l'insuffisance des infrastructures. Ainsi, dans un premier temps, les parents, à cause de la faiblesse de leur revenu, n'inscrivent pas tous les enfants ayant 7 ans, selon les exigences de la loi 99-046 du 28 décembre 1999, portant loi d'orientation sur l'éducation au Mali. Pour expliquer cette situation, ils sont obligés de faire un choix entre les ayants droits. Les garçons qui sont pour eux des héritiers et aussi ceux devant faire face aux dépenses de leur foyer sont les premiers inscrits. Ce qui crée une disparité entre les taux de scolarisation des filles et ceux des garçons, déjà estimés respectivement à 60,2% et 54,6% sur le plan national. Selon le maire de Gouana « à défaut de pouvoir donner un chiffre exact, le nombre des non-inscrits s'élève à des centaines d'enfants chaque année. Cette situation est en rapport directe avec l'insuffisance des infrastructures publiques et le manque de moyens des parents à inscrire les enfants dans le privé » (enquête de terrain, 2021). En plus de cette première situation, les établissements scolaires font face également à l'insuffisance des salles de classe. Au nombre de 1221 élèves à l'école publique, les salles de classe, en respectant les normes académiques de 35 élèves ne peuvent prendre que 420 élèves annuellement. Le restant des enfants non-inscrits (801) s'ajoute à l'effectif potentiel d'enfants prévu pour l'année scolaire suivante (enquête de terrain, 2021). Ainsi, par effet d'entraînement les enfants à inscrire au regard du taux élevé de fécondité et du nombre des populations nouvellement venues dans la localité restent numériquement importants. A ces difficultés, ajoutons le non paiement des frais de fréquentation pour les élèves déjà inscrits. Les problèmes financiers des parents ont une répercussion importante sur le déroulement normal des années scolaires. En effet, beaucoup d'autres enfants abandonnent et se retrouvent dans la rue contre leur volonté. Il

n'est pas rare de voir des enfants ouvriers dans des différents ateliers du village pour non paiement des frais scolaires. Ainsi, la voix est toute trouvée pour un abandon définitif car très généralement les gains générés les enfants sont utilisés par les parents afin d'arrondir les fins de mois.

En plus, l'insuffisance des salles de classes constitue également un élément majeur parmi les difficultés recensées. Les images ci-dessous sont des témoignages.



Photo 1 et 2 : des salles de classe avec des effectifs pléthoriques dans un premier cycle de Gouana

Source : cliché personnel, juillet 2021

Pour des salles de classe, prévues pour 35 élèves (PRODEC1), il n'est pas rare de comptabiliser 80 à 100 élèves. Face à ces réalités, les enseignants sont obligés d'opter pour la double vacation. De ce fait, des groupes de matin et de soir sont constitués sans tenir compte des empiètements sur le temps d'apprentissage. Ce qui n'a pas résolu le problème car pour des tables bancs de 2 élèves, ils sont obligés d'accepter 4 élèves ou plus.

2.3.1. Choisir entre les établissements proches, privés ou publics

A ce niveau, 3 appréciations ont été faites : proche (moins de 300 mètres), moyenne (300 mètres à 500 mètres) et éloignée (500 mètres à plus de 1 kilomètre)). Tous les parents ont déclaré vouloir inscrire leurs enfants dans des établissements les plus proches afin de les mieux contrôler et de leur faciliter les déplacements. Le tableau 3 indique les distances entre les domiciles et les 9 établissements du village.

Tableau 3 : la distance entre le domicile et l'école

Distance domicile/école	Effectifs	Pourcentage
Proche 300 à 500 m	73	59,83
Moyenne 500 à 1km	28	22,95
Eloignée 1km à plus	21	17,21
Total	122	100

Source : enquête de terrain de juillet 2021

Au regard du nombre des écoles situées entre 300 à 500 mètres des domiciles, le village de Gouana ne doit normalement pas connaître de difficultés d'accès de ses élèves à l'école. Mais certaines réalités surtout liées aux frais scolaires, annulent dès fois le choix de l'établissement le plus proche. L'école publique devient ainsi le seul choix possible malgré la distance. Celle du village est parmi les établissements les plus excentrés, mais la faiblesse des frais demandés aux élèves (la coopérative fixée à 2000 francs CFA) fait d'elle celle qui présente l'effectif le plus important avec une moyenne de plus de 80 élèves par classe. Avec 484 tables de 2 places pour 1325 apprenants, les conditions d'apprentissage y sont les plus difficiles où certains élèves sont obligés de s'asseoir par terre, pendant les heures de travail. Photo3.



Photo3 : aspect pléthorique des effectifs dans les salles de l'école publique à Gouana

Source : enquête de terrain, 2021

2.3.2. Des écoles insuffisamment dotées en matériels pédagogiques mais qui gèrent des effectifs importants

Le niveau de dotation des écoles en infrastructures est d'une précarité importante (enquête de terrain, 2021). A ce niveau, nous faisons référence à la qualité des salles de classes, à l'insuffisance des matériels pédagogiques et mobiliers. Les façades des établissements sont en béton et les toitures en tôle. L'école publique du village connaît un niveau de dégradation avancé à cause des intempéries, du manque d'entretien lié à l'insuffisance des fonds alloués à la structure par les autorités étatiques. Les établissements privés en bon état sont rares, Ils sont construits avec de vieilles feuilles de tôles et coiffées de chaumes (face au refus des responsables, nous n'avons pas pu faire des photos). Malgré ces défaillances, les effectifs enregistrés dépassent leur capacité d'accueil avec aucun outil didactique à leur possession, à par un tableau mural, de couleur noire dont la qualité laisse à désirer. Tableaux 4 et 5

Tableau 4 : effectif du premier cycle public 2020/2021

Classe	Garçons	Filles	Total
1 ^{ère} année	43	30	73
2 ^{ème} année	84	9	93
3 ^{me} année	78	56	134
4 ^{ème} année	92	61	153
5 ^{ème} année	97	60	157
6 ^{ème} année	92	66	158
Total	485	282	778

Enquête de terrain juin 2021

L'importance des effectifs au primaire est aussi constatée au second cycle et les mêmes raisons sont évoquées.

Le tableau 5 : effectif des seconds cycles publics 2018/2019

Classe	Garçons		Filles		Total
	Ecole A	Ecole B	Ecole A	Ecole B	
7 ^{ème} année	78	60	44	38	220
8 ^{eme} année	35	44	39	30	148
9 ^{eme} année	64	51	70	65	250
Total	117	155	153	133	618

Les données des tableaux permettent d'attester le surnombre des effectifs (73 élèves par classe) au niveau des deux cycles. Appuyés par des photos 2 et 3, ces tableaux mettent en relief toutes les difficultés de fonctionnement que ces établissements connaissent. Des salles de classes où les élèves s'assoient à même le sol par manque de tables bancs. Certains parents d'élèves laissent entendre que, les directeurs exigent d'eux, la fourniture d'une table banc avant l'inscription de leurs enfants, alors qu'il s'agit d'école publique. Les infrastructures sont défectueuses, les toits troués, les équipements vieillissants interpellant la conscience des

Discussion des résultats

Cette étude a permis de recueillir des résultats sur l'accessibilité des élèves aux salles de classe. Elle a également permis de constater les effectifs pléthoriques dans les salles des classes. Les différentes analyses ont permis de constater à la fois une variation de distance parcourue par les élèves entre le domicile et leur école, les effectifs pléthoriques dans les salles des classes dépourvues, en grande partie, de mobiliers scolaires.

Des études antérieures ont produits des résultats similaires à ceux trouvés par la présente étude. Ainsi, le Ministère de l'Éducation Nationale, 2014 annonce que suite aux difficultés liées à la situation socio-économique des ménages, à l'insécurité et à la faiblesse de l'offre éducative, le taux brut d'admission au 1^{er} cycle a connu une régression à partir de 2011 passant de 74,6% à 57,6% en 2013. Mali-actualité, 2011 aborde dans le même sens en signalant que beaucoup de choses ont été faites mais que ce qui reste à faire demeure encore plus important. Ce n'est pas l'école qui est malade mais l'école publique, notre école...les problèmes de l'école sont l'effectif pléthorique dans les salles de classes, l'inexécution normale des programmes ou du moins sa lourdeur et son inefficacité. Tholé, 2013 signale à son tour que l'école malienne connaît actuellement une situation faite de nombreuses difficultés et de défis importants à relever... Ce système éducatif malien est en piteux état. Selon un Rapport du Ministère en charge de l'éducation et de la formation (2017), au Mali en 2015 un peu plus de quart des ménages était à plus de 30 minutes de l'école la plus proche. La même année, dans la ville de Bamako, de façon générale, aucun ménage n'était à plus de 30 minutes de l'école fondamentale la plus proche. Cette proportion est plus élevée dans le milieu rural où près de 43,7% des ménages étaient à plus de 30 minutes

de l'école la proche. Dans les grandes villes africaines, Fofana (2014) estime que la gestion de la surpopulation (80, 90, 100 et même 120 élèves) des salles des classes demeure une préoccupation pour les enseignants. Les effectifs des salles de classe des pays d'Afrique subsaharienne sont, de façon générale, pléthoriques, avec environ 100 élèves par salle (Michaelowa, 2003). Au Cameroun, les effectifs pléthoriques s'expliquent par le nombre considérable d'élèves dans la salle de classe (Ngo Kopla Atanga, 2012). Ces effectifs importants d'élèves sont à l'origine de l'échec et des déperditions scolaires, car l'enseignant ne peut pas s'en sortir avec 150 ou 180 élèves. En République Démocratique du Congo, dans les classes, les élèves sont rassemblés les uns contre les autres, ils sont également assis à plusieurs sur le même banc et même par terre (Guy Lokango Mobela, 2022). Dans certaines localités, les bâtiments abritant les écoles ne disposent pas d'éclairage suffisant, de latrines, de matériels didactiques et d'équipements pouvant faciliter la transmission du savoir aux enfants.

Conclusion

La population est un atout qu'on doit jalousement s'en servir par le biais de la formation du capital humain. La scolarisation de la population juvénile est un investissement sûr. Une population sérieusement formée et hautement qualifiée ne peut en aucun cas être un fardeau pour le développement économique. Une population non scolarisée ou du moins mal scolarisée est une menace pour la sécurité à laquelle une nation peut faire face.

L'éducation n'est pas un cadeau mais un droit fondamental pour l'enfant autrement dit une obligation pour l'Etat à l'endroit de la population juvénile.

Il est primordial qu'aujourd'hui, l'Etat met l'accent sur la question de la scolarisation pour mieux préparer son capital humain car un peuple ignorant n'est que rarement productif et facilement manipulable par n'importe quelle force nuisible.

Références bibliographiques

Abderrahmane Mbade Sène (2018), *l'Urbanisation de l'Afrique : davantage de bidonvilles ou des villes intelligentes ? population et avenir*, 2018/4 (n°739), p14-16.

Abou Fofana (2014) *Adapter son enseignement aux effectifs des écoles primaires en Afrique. Le cas des classes des langues*, Paris L'Harmattan 242 pages.

Lokango Mobela Guy (2022), *Classes à larges effectifs : pratiques enseignantes et rendement des élèves de l'enseignement primaire en république démocratique du Congo*, Thèse de Doctorat en Sciences Psychologiques et de l'Education, Université de Mons, Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education, 268p.

Guengant jean pierre May, john (2011) << *l'Afrique subsaharienne dans la démographie mondiale*>> Etudes, tonnes 145(10). PP. 305-316.

Madana Nomaye, Ye (2006), *Pédagogie des grands groupes et éducation primaire universelle : Afrique subsaharienne*. Paris : L'Harmattan, 136 pages.

Michaelowa Katharina (2003), *Dépenses d'éducation, qualité de l'éducation et pauvreté : L'exemple de cinq pays d'Afrique francophone*, Document technique no. 157, Centre de Développement de l'OCDE, Paris.

République du Mali, Ministères en charge de l'éducation et de la formation (2017), *Diagnostic sectoriel du système éducatif national Éléments d'analyse pour la relance d'une éducation fondamentale de qualité pour tous et le développement d'une formation adaptée aux besoins*, UNICEF, IPE-Pôle de Dakar –UNESCO, Rapport, juin 2017, 158p.

Ngo Kopla Atanga Gisèle (2012), *Impact des effectifs pléthoriques sur l'encadrement pédagogique des élèves au Cameroun*, Mémoire de l'Ecole Normale d'Instituteurs privée « la gaité » Yaoundé au Cameroun, Certificat d'Aptitude Pédagogique des Instituteurs de l'Enseignement maternel et primaire, 60p.

INSTAT, (2010) *annuaire statistique, répertoire des villages : Tome 0. 4^{ème} recensement général de la population et de l'habitat du Mali, résultat définitif*.

Soumaré Mamy, Traore Souleymane, Havard Michel (2020), *Croissance démographique, sécurité alimentaire et accès à la santé et l'éducation en zone cotonnière du Mali*.

Thole Marie-Gaëlle (2013), « Chapitre I. L'école au Mali », dans : *Les filles à l'école au Mali. Langage, représentations : et interactions*, sous la direction de THOLÉ Marie-Gaëlle, Paris, l'harmattan, «Savoir et Formation », 2013, p, 23-49.

<https://www.cahiersagricultures.fr>
<https://www.adeanet.org>
<https://www.saga.cornell.edu>
<https://www.inegalites.fr/la>
[https://www.cadmali.org/spip.php ?](https://www.cadmali.org/spip.php?)
https://gem-report_2017.unesco.org/fr/chapter/cible-4etablisements-scolaires-et-cadres-d'apprentissage/
[https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/jeux la population mondiale/](https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/jeux-la-population-mondiale/)
<https://maliactu.net/les-problemes-de-l%E2%80%99ecole-malienne-2/>